



POLITIQUE DE PREVENTION ET DE GESTION DES CONFLITS D'INTERETS

1. FONDEMENTS

1.1. Définition du conflit d'intérêts

Par conflit d'intérêts, on entend toute situation professionnelle dans laquelle le pouvoir d'appréciation ou de décision d'une personne, d'une entreprise ou d'une organisation, peut être influencé ou altéré, dans son indépendance ou son intégrité, par des considérations d'ordre personnel ou par un pouvoir de pression émanant d'un tiers.

Le conflit d'intérêt peut également se définir comme une situation qui naît quand l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions d'une personne est susceptible d'être influencé par un autre intérêt public ou privé distinct de celui qu'il doit défendre dans ces fonctions.

Plusieurs types de conflit d'intérêts peuvent être identifiés:

- le conflit « potentiel » : lorsqu'il n'existe pas encore car aucun lien direct entre les intérêts de la personne et sa fonction n'est encore établi ;
- le conflit « apparent » : quand aucun intérêt suspect n'a pu être prouvé, mais que seule une analyse de la situation permettra d'écarter tout doute sur la probité de la personne suspectée ;
- le conflit « réel » : lorsqu'il est avéré qu'un intérêt personnel peut venir influencer le comportement de la personne exerçant ses fonctions professionnelles ;
- le conflit d'intérêts « perçu » : celui qui existe dans l'esprit du public.

En conséquence, il y a conflit d'intérêts lorsque les intérêts d'une personne/entité entrent, sont susceptibles d'entrer ou semblent entrer en conflit d'une façon ou d'une autre avec les intérêts de Keytrade Bank Luxembourg et/ou de la clientèle et/ou de ses partenaires.

Enfin, il convient de préciser que le conflit d'intérêts n'est pas interdit. Ce sera uniquement le cas si le conflit d'intérêts présente un risque important et s'il n'est pas possible de prévenir, d'atténuer de manière adéquate ou de gérer le conflit d'intérêts en vertu des règles écrites de l'entité.

1.2. Cadre normatif

Les principales dispositions réglementaires applicables en matière de conflits d'intérêts sont :

- Directive 2013/36/UE du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 (Directive CRD IV) ;
- Réglementation pour les marchés d'instruments financiers (MIF II) : directive 2014/65 (articles 9, 16, 23 et suivant et 27), règlement délégué 2017/565 (articles 27, 29, 33 et suivants) ;
- Circulaire CSSF 12/552
- BCE - Guide relatif à l'évaluation de l'honorabilité et de la compétence de mai 2017
- Orientations EBA 2017/11 sur la gouvernance interne
- Loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;
- Circulaire CSSF 12/552 telle que modifiée par la Circulaire CSSF 13/563, notamment le sous-chapitre 7.2 « Gestion des conflits d'intérêts » et le point 7.2.1 « Exigences additionnelles relatives aux conflits d'intérêts en relation avec des parties liées¹ ».

1.3. Objectif du dispositif

Keytrade Bank Luxembourg de par ses activités, est exposée au risque de conflit d'intérêts.

La présente procédure a pour objectif de préciser les modalités d'application du dispositif cadre Groupe Crédit Mutuel Arkéa de prévention et de gestion des conflits d'intérêts au sein de Keytrade Bank Luxembourg.

Aussi, afin de satisfaire aux obligations réglementaires et afin de protéger sa réputation et les intérêts de ses clients, Keytrade Bank Luxembourg s'est dotée d'un dispositif de gestion des conflits d'intérêts qui repose sur des règles et procédures communes applicables à toutes les entités du Groupe Crédit Mutuel Arkéa.

En matière de conflits d'intérêts, les obligations réglementaires peuvent être résumées comme :

- prévenir et détecter les situations de conflits d'intérêts,
- établir une politique de gestion des conflits d'intérêts,
- établir une cartographie des risques de conflits d'intérêts,
- tenir un registre des situations de conflits d'intérêts,
- prendre toutes les mesures raisonnables destinées à empêcher que les conflits d'intérêts ne portent atteinte aux intérêts de leurs clients,
- informer les clients lorsque les mesures prises ne suffisent pas à garantir, avec une certitude raisonnable, que le risque de porter atteinte aux intérêts des clients sera évité.

¹ CSSF 12/552, « parties liées » : les entités juridiques appartenant au groupe auquel l'établissement appartient ainsi que les employés, actionnaires, directeurs et membres du conseil d'administration de ces entités.

2. RÔLES ET RESPONSABILITES

Les responsables de la conformité veillent au respect des dispositions législatives et réglementaires, aux normes éthiques et règles de bonne conduite.

2.1. Rôle de la Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent du Groupe Crédit Mutuel Arkéa

La DCCP intervient dans le processus de prévention et de gestion des conflits d'intérêts au niveau du Groupe Crédit Mutuel Arkéa :

- en relation avec les responsables de la conformité de Keytrade Bank Luxembourg en cas de conflit potentiel pour les assister dans la gestion du conflit d'intérêts ;
- en cas de conflit impliquant plusieurs entités du Groupe Crédit Mutuel Arkéa, pour gérer le conflit d'intérêts ;
- lorsque le conflit d'intérêt implique un cadre dirigeant d'une entité du Groupe Crédit Mutuel Arkéa.

Pour les situations de conflits d'intérêts directement gérées par la DCCP, un registre des conflits d'intérêts est tenu à jour par le Responsable de la DCCP.

La DCCP joue également un rôle de conseil pour Keytrade Bank Luxembourg afin de prévenir le risque de conflits d'intérêts. Dans ce cadre, la DCCP peut se prononcer sur l'existence ou non d'un conflit d'intérêt dans certaines situations (prise de participation, nomination, recrutement, rémunérations,...).

Enfin, au titre de son rôle de pilotage de la conformité Groupe Crédit Mutuel Arkéa, la DCCP informe régulièrement et au moins une fois par an, le CCCP Groupe Crédit Mutuel Arkéa de l'efficacité des politiques de prévention et de gestion des conflits d'intérêts ainsi que des situations de conflits d'intérêts nécessitant son attention, sur l'ensemble du périmètre Groupe Crédit Mutuel Arkéa.

2.2. Rôle du responsable de la conformité de Keytrade Bank Luxembourg

Le responsables de la conformité de Keytrade Bank Luxembourg rédige et tient à jour la déclinaison opérationnelle du dispositif cadre Groupe Crédit Mutuel Arkéa par son entité qu'il soumet à la DCCP pour validation avant mise en application.

Sur la base de la cartographie des risques définie pour son entité au regard des spécificités de l'activité, il détermine les actions préventives à engager.

Il a pour mission de gérer les conflits d'intérêts impliquant son entité et d'assurer le suivi des conflits d'intérêts y compris des conflits d'intérêts non résolus.

Il informe régulièrement la DCCP.

Il mène des actions de sensibilisation et de formation des opérationnels au sein de Keytrade Bank Luxembourg.

Enfin, il informe régulièrement la Direction Autorisée de Keytrade Bank Luxembourg de l'efficacité des politiques de prévention et de gestion des conflits d'intérêts ainsi que des situations de conflits d'intérêts nécessitant son attention.

2.3. Rôle de la Direction Autorisée

La Direction Autorisée est responsable de l'approbation et de la supervision de la mise en œuvre et du maintien des politiques destinées à recenser, évaluer, gérer et atténuer ou éviter les conflits d'intérêts avérés et potentiels tant au niveau de l'établissement, qu'entre les intérêts de l'établissement et les intérêts privés du personnel, y compris les membres de la Direction Autorisée qui pourraient avoir une incidence défavorable sur l'exercice de leurs attributions et responsabilités.

Le responsable de la Conformité de Keytrade Bank Luxembourg recense et documente les conflits d'intérêts existants au niveau de la Direction Autorisée. Il émet un avis sur la gestion des conflits d'intérêt à l'attention de la Direction Autorisée, qui est chargée d'évaluer, gérer et atténuer ou éviter tous les conflits d'intérêts avérés ou potentiels existants à son niveau, individuellement et collectivement.

3. DISPOSITIF DE PREVENTION ET DE GESTION DES CONFLITS D'INTERETS

3.1. Identification et détection des conflits d'intérêts

3.1.1. Critères de détection

Un conflit d'intérêts peut être lié au non-respect d'un des principes suivants :

- primauté des intérêts du client (pression commerciale, incitation financière, avantage, possibilité de gain financier, d'éviter une perte financière aux dépens du client, intérêt au résultat d'un service fourni, d'une transaction réalisée...);
- équité dans le traitement des clients (traitement privilégié d'un client) ;
- séparation des activités (séparation insuffisante entre certaines activités au sein de Keytrade Bank Luxembourg susceptibles de faciliter la diffusion d'informations confidentielles ou privilégiées) ;

- indépendance des fonctions (influence inappropriée ayant pour conséquence de priver de la personne concernée de sa liberté de jugement).

Des critères, non cumulatifs, doivent être pris en compte par Keytrade Bank Luxembourg afin d'identifier des conflits d'intérêts² :

- gain financier ou empêchement d'une perte financière au détriment d'un client ;
- motivation à favoriser les intérêts d'un client plutôt que ceux d'un autre ;
- bénéfice perçu d'une autre personne que le client en relation avec l'activité de distribution fournie au client ;
- implication dans la gestion ou le développement des produits d'investissement fondés sur l'assurance et en particulier influence sur le prix des produits ou leurs coûts de distribution) ;
- intérêt dans le résultat d'un service fourni au client ou d'une transaction réalisée pour le compte du client qui est différent de l'intérêt du client dans ce résultat ;
- même activité professionnelle que le client.

3.1.2. Cartographie des risques de conflits d'intérêts

La cartographie des risques a pour objet de déterminer les conflits d'intérêts potentiels au regard des activités exercées au sein de Keytrade Bank Luxembourg ou des situations rencontrées dans la vie sociétale de Keytrade Bank Luxembourg.

Les conflits peuvent exister entre un collaborateur et un client ; Keytrade Bank Luxembourg et un client ; entre Keytrade Bank Luxembourg et une autre entité du Groupe Crédit Mutuel Arkéa ; entre Keytrade Bank Luxembourg et un partenaire ; entre clients ; entre les intérêts personnels et les intérêts professionnels d'un collaborateur/dirigeant ;...

Keytrade Bank Luxembourg cerne, en fonction de ses spécificités, les activités/personnes les plus exposées au risque de conflit d'intérêts et bâtit en conséquence sa propre cartographie des risques. Keytrade Bank Luxembourg doit mentionner dans sa cartographie les services et activités d'investissement et les services auxiliaires prestés par ou en son nom qui sont concernés par le risque de conflits d'intérêts.

La cartographie recense également les conflits d'intérêts du personnel, y compris les intérêts des membres de leur famille les plus proches, au regard notamment de relations personnelles ou professionnelles actuelles mais également de relations personnelles ou professionnelles antérieures (intérêts économiques, relations personnelles ou professionnelles avec les détenteurs de participations qualifiées dans l'établissement, autre emploi et emploi antérieur dans le passé récent, relations personnelles ou professionnelles avec des parties intéressées externes,...).

Par ailleurs, la cartographie doit couvrir spécifiquement le risque de conflits d'intérêts au niveau de la Direction Autorisée. Elle doit fournir des orientations concernant la détection et la gestion de conflits d'intérêts susceptibles d'entraver la capacité des membres de la Direction Autorisée à adopter des décisions objectives et impartiales.

Il appartient au responsable de la conformité de déterminer l'importance des risques au regard des spécificités d'organisation et du mode de fonctionnement de Keytrade Bank Luxembourg.

Une revue régulière de la cartographie est réalisée par le responsable de la conformité de Keytrade Bank Luxembourg.

3.1.3. Détection des situations de conflits d'intérêts

Au sein de Keytrade Bank Luxembourg, les situations susceptibles de faire naître un conflit d'intérêts sont, notamment :

- la nomination des dirigeants ;
- les décisions prises dans les instances de gouvernance ;
- l'activité de gestion discrétionnaire ;
- les opérations de croissance externe/partenariats/capital investissement ;
- les politiques de rémunération ;
- les activités d'intermédiation ;
- les octrois de crédit ;
- les dérogations et les extournes,...

Dans le cas où une situation de conflit d'intérêt est suspectée, il convient d'analyser le risque réel de conflit d'intérêts potentiel/réel/perçu.

Cette analyse porte, selon les situations, sur les points suivants (liste non exhaustive) :

- Fonction du salarié/dirigeant concerné et ligne hiérarchique ;
- Activités de Keytrade Bank Luxembourg
- Organisation de Keytrade Bank Luxembourg, existence ou non de mesure de séparation des activités, barrières à l'information
- Participation à des comités/instances
- Mandats au sein/en dehors du Groupe Crédit Mutuel Arkéa
- En cas de mandats/fonctions multiples, analyse des activités des différentes entités/structures
- Liens capitalistiques, liens d'affaires
- Actionnariat de Keytrade Bank Luxembourg

² L'article 33 du règlement délégué 2017/565, applicable aux entreprises d'investissement et aux SGP fournissant des services d'investissement fixe 5 critères minimaux non cumulatifs pour identifier les conflits d'intérêts.

- Existence d'une rémunération variable et critères de rémunération
- Existence d'informations confidentielles/privilégiées
- Situation de concurrence
- Fonction antérieure
- Liens familiaux/professionnels

Dans le cadre du respect des exigences de la circulaire CSSF 12/552, les membres de la Direction Autorisée et du Conseil d'Administration qui se retrouvent dans une situation de conflit d'intérêts sont tenus d'en informer le Compliance Officer ainsi que, respectivement suivant le cas la Direction Autorisée ou le Conseil d'Administration de manière prompte et de leur propre initiative. Ces personnes s'abstiennent alors de participer aux prises de décision qui leur causent un conflit d'intérêts ou qui les empêchent de décider en toute objectivité et indépendance.

3.2. Prévention des conflits d'intérêts

3.2.1. Règles de bonne conduite au sein du Groupe Crédit Mutuel Arkéa

Keytrade Bank Luxembourg promeut en son sein la politique Groupe de « Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) » qui vise notamment à l'adoption et au respect de règles de bonne gouvernance communes à l'ensemble des entités du Groupe Crédit Mutuel Arkéa.

Ainsi, Keytrade Bank Luxembourg s'engage à :

- Exercer ses activités avec compétence, diligence, loyauté, équité et dans le respect de ces objectifs, en mettant en œuvre une organisation et des procédures adéquates ;
- mettre en place les moyens appropriés qui permettant d'assurer les activités de manière professionnelle ;
- se préoccupe d'éviter les conflits d'intérêts en mettant en œuvre une organisation adaptée.

3.2.2. Règlement intérieur et code de déontologie

Keytrade Bank Luxembourg dispose d'un règlement intérieur et un code de déontologie.

Ces documents rappellent les règles de bonne conduite applicables aux collaborateurs, notamment afin de prévenir tout conflit d'intérêts (obligation de non concurrence, règles relatives à l'acceptation de cadeaux, obligation de réaliser ses opérations dans les mêmes conditions que la clientèle, restrictions liées à la détention d'informations privilégiées, obligation de confidentialité,...).

Ces documents, ainsi que les codes professionnels, sont mis à la disposition des collaborateurs avec pour objectif premier de les sensibiliser aux risques spécifiques aux métiers qu'ils exercent et aux relations professionnelles qu'ils entretiennent.

3.2.3. Séparation des activités et des opérations

Conformément à la réglementation, les différentes activités/métiers réalisés au sein du Groupe Crédit Mutuel Arkéa sont confiées à des entités spécialisées (activités de services d'investissement, de capital investissement, bancassurance...). Ce type d'organisation ayant pour finalité de prévenir les risques de conflits d'intérêts.

Cette organisation permet de séparer très clairement :

- la gestion pour compte propre de la gestion pour compte de tiers,
- la relation commerciale avec les clients investisseurs de la gestion financière, s'agissant des mandats de gestion privée,
- l'activité de banque commerciale auprès des entreprises de celle de capital investissement, dont une part des financements est portée par des Fonds Communs de Placements à Risques.

Au niveau de Keytrade Bank Luxembourg, les activités opérationnelles les plus sensibles sont rattachées à des lignes hiérarchiques distinctes. Il en va ainsi des opérations de marché (séparations du front office, back office).

Keytrade Bank Luxembourg a mis au point un système organisationnel en matière de services et activités d'investissement prévoyant la séparation des fonctions, par exemple entre la gestion des ordres de la Banque pour compte propre et celle des ordres des clients, y compris au niveau de la surveillance et des applications informatiques, dans le but d'assurer l'indépendance et le fonctionnement autonome des diverses entités concernées, dans l'intérêt des clients.

Keytrade Bank Luxembourg a pris des mesures organisationnelles visant à conserver la confidentialité des informations; ces mesures sont informatiques, comme la sécurisation de l'environnement, l'utilisation de mots de passe ou la gestion des accès aux données en fonction des activités exercées par les différents collaborateurs de la Banque.

Les fonctions de contrôle interne réparties entre contrôle permanent/conformité d'une part et contrôle périodique, d'autre part, sont indépendantes vis-à-vis des structures opérationnelles contrôlées.

3.2.4. Politique de rémunération

Afin de protéger les intérêts des clients, la politique de rémunération de Keytrade Bank Luxembourg comprend des mesures destinées à éviter les conflits d'intérêts. Elle favorise notamment une gestion saine et effective des risques et est conforme aux stratégies économiques, aux objectifs, aux valeurs et intérêts à long terme de Keytrade Bank Luxembourg.

Keytrade Bank Luxembourg n'offre, ne sollicite et n'accepte aucune autre forme de rémunération en dehors des suivantes :

- a) une commission, un courtage ou un avantage non monétaire fourni à ou par un client ou une personne agissant pour le compte d'un client ;
- b) une commission, un courtage ou un avantage non monétaire fourni à ou par un tiers ou une personne agissant pour le compte d'un tiers, dans les conditions suivantes :
 - l'existence de cette commission, de ce courtage ou de cet avantage est communiquée au client avant que ne soit fourni le service en contrepartie duquel elle/il est accordé ; et
 - elle/il a pour but d'améliorer la qualité du service fourni au client et est conforme au devoir de Keytrade Bank Luxembourg d'agir au mieux des intérêts de ce dernier ;
- c) les frais appropriés facturés dans le cadre de la fourniture de services d'investissement, qui ne peuvent donner lieu à des conflits avec les obligations de la Keytrade Bank Luxembourg qui sont d'agir honnêtement, équitablement et professionnellement au mieux des intérêts de ses clients.

3.2.5. Politique de confidentialité

Tous les collaborateurs de la Keytrade Bank Luxembourg sont tenus à un devoir de confidentialité quant aux données concernant les clients et leurs opérations d'investissement, dans le but d'éviter les conflits d'intérêts.

3.2.6. Gestion des conflits d'intérêts « personnes concernées »

Les « personnes concernées » sont les personnes susceptibles de disposer, dans le cadre de leurs fonctions, d'informations privilégiées ou dont les activités sont susceptibles de donner lieu à un conflit d'intérêt.

Le responsable de la fonction conformité de Keytrade Bank Luxembourg recense les personnes concernées au sein de Keytrade Bank Luxembourg.

Un dispositif propre à la gestion de ces situations existe au sein de Keytrade Bank Luxembourg.

Il prévoit notamment, pour ces personnes, des restrictions en matière de transactions, des sensibilisations spécifiques à leur activité.

3.2.7. Procédure de nomination

Elle décrit le processus de nomination des dirigeants effectifs et dirigeants non effectifs au niveau des filiales du Crédit Mutuel Arkéa.

Concernant la nomination des dirigeants, la DCCP intervient dans le processus de nomination et formule un avis sur les risques de conflits d'intérêts notamment au regard de la liste des mandats de la personne proposée.

Le respect des règles de cumul des mandats, de séparation entre les fonctions de surveillance et les fonctions exécutives, des exigences d'honorabilité font l'objet d'une attention particulière.

Concernant la nomination de dirigeant/d'administrateur, le candidat communique la liste de ses mandats, atteste maîtriser la notion de conflit d'intérêts et s'engager à respecter les règles de déclaration et d'abstention inhérentes.

3.2.8. Sensibilisation des collaborateurs

Des actions de sensibilisation et de formation doivent régulièrement être conduites par le responsable de la fonction conformité de Keytrade Bank Luxembourg, notamment pour les collaborateurs les plus exposés.

3.2.9. Recensement des mandats sociaux

Afin de prévenir les situations de conflits d'intérêts, le responsable de la conformité de Keytrade Bank Luxembourg peut recenser les mandats sociaux exercés à titre privé ou professionnel par des collaborateurs de Keytrade Bank Luxembourg.

Il est précisé que les mandats sociaux des dirigeants et mandataires sociaux du Groupe sont recensés au niveau du Secrétariat général du Groupe Crédit Mutuel Arkéa.

3.3. Gestion des conflits d'intérêts

Lorsqu'une situation de conflit d'intérêts est détectée, les mesures suivantes peuvent notamment être prises :

- Des travaux de formalisation (mesures à prendre sous forme de procédures afin de prévenir la réalisation de la situation détectée / barrière l'information / listes de surveillance et d'interdiction...);
- Une solution matérielle (localisation, habilitation, conservation et mode de transmission de l'information);
- Une solution organisationnelle (indépendance, rattachement hiérarchique, séparation des fonctions, mode de rémunération, rotation des salariés sur les fonctions sensibles).

Il convient de distinguer selon que le conflit d'intérêts est permanent/récurrent ou qu'il est ponctuel (par exemple une transaction, la sélection d'un prestataire de services etc.).

Dans le 1er cas, le conflit d'intérêts doit être géré de manière permanente alors que s'il est ponctuel, une mesure préventive unique peut être suffisante.

S'agissant des membres de l'organe de direction, des mesures préventives spécifiques peuvent être mises en place.

Chaque cas de conflit d'intérêts doit être traité de manière individuelle. Toutefois, il existe des mesures préventives types qui peuvent répondre à certaines situations :

- Engagement de déontologie du salarié/dirigeant en situation de conflit d'intérêts à agir de manière honnête et loyale
- Abstention lors d'un vote
- Mise en place de la règle des 4 yeux
- Limitation de la possibilité de prendre un mandat
- Cloisonnement des comités

3.4. Déclaration et suivi des conflits d'intérêts

3.4.1. La déclaration des conflits d'intérêts

Toute situation avérée ou simplement potentielle de conflit d'intérêts doit être portée sans délai à la connaissance du responsable de la conformité de Keytrade Bank Luxembourg.

Cette obligation vise les conflits d'intérêts impliquant les collaborateurs, dirigeants, mandataires sociaux, y compris les intérêts des membres de leur famille les plus proches, qui sont nés de relations personnelles ou professionnelles actuelles mais également de relations personnelles ou professionnelles antérieures.

En particulier, lorsque le conflit d'intérêts découle de relations personnelles ou professionnelles antérieures, Keytrade Bank Luxembourg fixe une période appropriée d'une année rétroactive pour laquelle elle souhaite que le personnel déclare de tels conflits d'intérêts.

Le responsable de la conformité de Keytrade Bank Luxembourg est habilité à gérer toute remontée de conflit d'intérêts (sauf situation relevant de la DCCP, cf point 2.1).

Il analyse la nature, les causes et les conséquences du conflit d'intérêts identifié et prend les mesures d'urgence appropriées afin d'en limiter les conséquences immédiates. Il veille à assurer une confidentialité renforcée durant la phase de vérification de l'information.

Dans le cas où un conflit d'intérêts identifié est susceptible de concerner d'autres entités du Groupe Crédit Mutuel Arkéa ou un cadre dirigeant, la DCCP est compétente.

3.4.2. Le suivi des conflits d'intérêts

Keytrade Bank Luxembourg dispose d'un registre des conflits d'intérêt permettant de :

- consigner les activités/situations sensibles;
- recenser les conflits d'intérêts gérés ;
- assurer le suivi des conflits d'intérêts non résolus.

La mise en œuvre des mesures est assurée par le responsable de la conformité de Keytrade Bank Luxembourg.

3.4.3. L'information des clients

Lorsque les mesures prises pour gérer les conflits d'intérêts ne sont pas suffisantes, une information est donnée à la clientèle sur un support durable à la demande ou avec l'accord du responsable de la conformité.

L'information donnée aux clients sur la situation de conflit d'intérêts doit être suffisamment détaillée sur le conflit d'intérêts, ses sources, sa nature, ses conséquences, les risques que représente le conflit d'intérêt pour les clients et les mesures prises pour atténuer les risques, pour qu'ils puissent prendre une décision en connaissance de cause.

Cette information peut, par exemple, être donnée dans la documentation commerciale ou le bulletin de souscription du produit concerné. Cette information n'est possible que si elle n'implique pas la transmission d'informations non publiques. Dans le cas où plusieurs entités du Groupe Crédit Mutuel Arkéa sont susceptibles d'être concernées, les responsables de la conformité des entités concernées en informent le responsable de la DCCP avant de se prononcer.

Celui-ci apprécie si une mesure doit être prise au niveau du Groupe Crédit Mutuel Arkéa.

Par ailleurs, la clientèle est informée de la politique générale suivie en matière de conflits d'intérêts.

4. CONTRÔLE DU DISPOSITIF

Le contrôle de la bonne application du dispositif est réalisé par des acteurs indépendants.

Le contrôle permanent de 2nd niveau est exercé par le Responsables du contrôle permanent et de la Conformité d'Arkéa Direct Bank, ou son délégué.

Le contrôle effectué par ces fonctions est réalisé en totale indépendance vis-à-vis des acteurs contrôlés.



62, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg
Tel. (+352) 45 04 39 Fax (+352) 45 04 49
www.keytradebank.lu info@keytradebank.lu

Keytrade Bank Luxembourg - Société Anonyme
Siège Social : 62, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg - R.C.S Luxembourg : B69935